

Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation



L'avis de la Plate-forme Journée sans crédit

Organisée par [vingt associations francophones et néerlandophones](#), la Journée sans crédit a pour objectifs de sensibiliser les consommateurs aux dangers du crédit facile et de formuler des recommandations aux pouvoirs publics pour améliorer la protection des consommateurs les plus fragilisés.

Equipes Populaires – Centre d'Appui Médiation de dettes – CRIOC-OIVO – Dignitas – Groupe Action Surendettement – Centre de Référence du Hainaut – Groupe Prévention Surendettement – Centre de Référence de Liège – Réseau Financement Alternatif – Centre de Référence de Namur – Fédé Plus – CSC/ACV – FGTB/ABVV – Réseau belge de lutte contre la pauvreté – Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté – Réseau wallon de lutte contre la pauvreté – Verbruikersatellie – Vlaams Centrum Schuldbemiddeling – Beweging van mensen met laag inkomen en kinderen – Vlaams netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen

Table des matières

1. Recommandations réalisées par le projet de loi	5
1.1. La protection du devoir de conseil et d'information (Art. 10 inchangé et nouveaux art. 11, 15 de la LCC)	5
1.2. Un contrôle et des sanctions efficaces (Art. 92, 101 et suivants de la LCC)	6
1.3. Pas de démarchage dans les entreprises (Articles 8 et 9 de la LCC inchangés)	7
1.4. Interdire les publicités qui créent une confusion entre crédit à la consommation et d'autres crédits non régis par la LCC (nouvel article 6 §4 LCC)	7
2. Recommandations partiellement réalisées par le projet de loi	8
2.1. Interdire clairement les publicités qui incitent au surendettement (nouvel art.6 § 1er de la LCC).....	8
2.2. Le délai de zéro tage (Nouvel art. 22 de la LCC)	9
2.3. Des intermédiaires correctement formés (Nouvel art.77§2 , 3° de la LCC).....	9
3. Recommandations non réalisées par le projet de loi.....	11
3.1. Interdire le démarchage en rue	11
3.2. Veiller à ce que le prêteur analyse correctement la capacité de remboursement de l'emprunteur	11
3.3. Assurer la transparence du coût du crédit et de l'assurance de solde restant dû : (Article 31 § 4 de la LCC est abrogé -article 27 du projet de loi)	12
3.4. Un espace réservé au crédit dans les lieux de vente.....	16
3.5. Interdire dans les lieux de vente les crédits qui ne sont pas liés à un achat	16
3.6. Réglementer le statut des intermédiaires de crédit.....	22
3.7. Contrôler le respect de la législation au niveau fédéral	22
3.8. La prévention du surendettement et l'éducation financière	23
4. Analyse succincte des différentes propositions de loi.....	25
4.1. Proposition de loi (Katrien Partyka, Mia De Schamphelaere, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Joseph George) modifiant la législation sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire en ce qui concerne la publicité, n° 793/1 à 3.....	25
4.2. Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Katrin Jadin, David Clarinval, Olivier Hamal) modifiant l'article 85 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 328/1 à 3	25
4.3. Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Yvan Mayeur, Colette Burgeon) modifiant la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers afin de mesurer l'endettement réel des consommateurs, n° 1847/1	25

4.4. Proposition de loi (Linda Musin, Karine Lalieux, Colette Burgeon) complétant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de renforcer le contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit, n° 860/1.....	26
4.5. Proposition de résolution (Brigitte Wiaux, David Lavaux, Marie-Martine Schyns, Isabelle Tasiaux-De Neys,) visant à instaurer un formulaire standardisé pour les demandes de crédit afin de lutter contre le risque de défaillance des emprunteurs, n° 1986/1 à 4.....	26
4.6. Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Alain Mathot) visant à fixer un délai de zéro tage pour les ouvertures de crédit, n° 1779/1.....	26
4.7. Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation pour ce qui concerne la publicité personnalisée pour le crédit, n° 2146/1	27
4.8. Proposition de loi (Hans Bonte, Cathy Plasman) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne les prêteurs et les intermédiaires de crédit autres que les établissements de crédit, n° 2403/1	27
4.9. Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne le crédit permanent, n° 582/1	27
4.10. Proposition de loi (Alain Mathot, Colette Burgeon, Karine Lalieux) rétablissant l'article 61 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et concernant les taux annuels effectifs globaux, n° 1940/1	27
4.11. Proposition de loi (Josy Arens) visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement, n° 1726/1	28
4.12. Proposition de loi modifiant la législation relative aux crédits à la consommation, 4 novembre 2008, Chambre, DOC. 52 1538/001, Mme M. Almaci et consorts, article 4, Ecolo-Groen.	28
4.13. Proposition reprise le 6 février 2009,Chambre, DOC 52 1801/001, Mmes Lalieux et Burgeon et Mr Mathot, PS:	29

Préambule

Compte tenu du délai imparti, le présent projet de loi ne fera pas l'objet d'une analyse détaillée article par article mais se basera sur les recommandations réalisées en 2007, 2008 et 2009 par la Plateforme journée sans crédit, composée de 24 associations francophones et néerlandophones.

Nous vous invitons à lire ces recommandations qui contiennent de nombreux exemples et constats de terrain. Elles sont téléchargeables en FR sur le site www.journeesanscredit.be ou en NI sur le site www.dagzonderkrediet.be.

Les commentaires rédigés ci-dessous n'ont pas pu être traduits faute de temps et certaines répétitions sont possibles.

Nous restons évidemment à votre disposition pour présenter nos recommandations de vive voix devant la Commission.

Contacts

➤ **Anne Defossez – Centre d'Appui Médiation de dettes (ex Grepa)**

📄 Boulevard du Jubilé, 153-155
1080 Bruxelles

☎ 02/217.88.05

💻 anne.defossez@grepa.be – www.grepa.be

➤ **Mohammed El Omari - Robin Van Tright - Vlaams centrum schuldbemiddeling**

📄 Pavijoenstraat, 9
1030 Brussel

☎ 02/211 56 37

💻 mohamed.elomari@centrumschuldbemiddeling.be,
robin.vantrigt@centrumschuldbemiddeling.be – www.centrumschuldbemiddeling.be

➤ **Monique Van Dieren – Equipes Populaires**

📄 48, rue de Gembloux
5002-St Servais

☎ 081/73.40.86

💻 equipes.populaires@e-p.be

1. Recommandations réalisées par le projet de loi

1.1. La protection du devoir de conseil et d'information (Art. 10 inchangé et nouveaux art. 11, 15 de la LCC)

Voyez nos recommandations 2007 page 15 et suivantes, recommandations 2008 page 25 et suivantes, recommandations 2009 page 8 et suivantes.

Le projet de loi rencontre nos préoccupations essentielles concernant le devoir de conseil et d'information imposé aux prêteurs et aux intermédiaires de crédit, en conservant :

- L'obligation de vérifier la solvabilité du consommateur notamment par le biais de la Consultation de la Centrale des crédits aux particuliers,
- L'interdiction de prêter à un consommateur qui ne sera pas à même de rembourser,
- L'obligation de rechercher le crédit le mieux adapté aux besoins du consommateur.

Ces articles sont la clef de voûte de la protection du consommateur et du crédit responsable. Il est vrai que l'article 8 de la directive impose clairement aux États membres de veiller à ce que le prêteur évalue la solvabilité du consommateur à partir d'un nombre suffisant d'informations.

Par contre, certains estiment que la directive n'impose plus aux prêteurs aucun devoir de conseil. Il n'aurait plus, selon cette interprétation, ni l'obligation de rechercher le crédit le mieux adapté ni même de refuser le cas échéant l'octroi d'un prêt (notamment à un consommateur insolvable).

Nous nous réjouissons que ces deux obligations essentielles aient été conservées et nous estimons que ce choix est conforme à la Directive qui stipule que *les États membres doivent prendre les mesures appropriées afin de promouvoir les pratiques responsables lors de toutes les phases de la relation de prêt ... et mettre en place la surveillance nécessaire afin de prévenir de tels comportements irresponsables et définir les moyens nécessaires pour sanctionner les prêteurs.*

Voyez également en ce sens la position des organisations de consommateurs dans l'avis du Conseil de la consommation, page 15 et suivantes : avis CC 410 téléchargeable sur le site :

http://mineco.fgov.be/protection_consumer/councils/consumption/council_fr_044.htm

A l'heure de la transposition de la directive européenne dans notre législation belge, la plate-forme souligne les dangers d'une approche anglo-saxonne de la directive selon laquelle un consommateur « informé » n'a plus à être « protégé » dans les relations contractuelles qu'il entretient avec son banquier ou son organisme de prêt.

Croire qu'un consommateur informé est immunisé contre les pratiques douteuses de certains prêteurs est un leurre. En effet, l'information et l'éducation financière

peuvent permettre d'accroître les compétences du consommateur en matière de crédit ou de gestion de son budget mais elles ne résolvent pas tout.

Tout d'abord, parce que dans un marché du crédit complexe, en pleine expansion, où les pratiques de marketing sont extrêmement agressives et efficaces, où le consommateur se voit proposer sans cesse de nouvelles offres, de nouveaux "produits" via un nombre grandissant de canaux (internet, mailings, les réseaux de grande distribution, les vendeurs ...), il est évidemment utopique de croire que l'on pourra "informer" suffisamment le consommateur pour qu'il soit à même de poser un choix en toute connaissance de cause.

Ensuite, parce que la prise de décision du consommateur peut être affectée par bien d'autres considérations (sentiments, émotions, symboles, accidents de la vie, nécessité de trouver une solution urgente pour faire face à une dette, ...) qui peuvent le pousser à agir dans une logique de très court terme, en sachant que le choix posé risque d'aggraver sa situation à plus long terme.

Enfin, comme on l'a vu dans les pays anglo-saxons secoués par la crise des sub-prime, informer le consommateur ne suffit à empêcher ni les taux d'intérêt usuriers, ni l'exploitation des plus faibles, ni le surendettement.

Face à ces réalités, la plate-forme estime qu'il est plus que jamais nécessaire de continuer à encadrer et réguler le marché du crédit et de rester extrêmement vigilants lors de la transposition prochaine de cette nouvelle directive afin d'éviter tout recul des protections offertes au consommateur belge.

1.2. Un contrôle et des sanctions efficaces (Art. 92, 101 et suivants de la LCC)

Voyez nos recommandations 2007, page 18

Nous plaidions pour la mise en place de sanctions efficaces. Il s'agissait notamment de prévoir une sanction pénale à l'article 101 de la LCC pour les articles 10 et 15 afin de permettre à l'administration de sanctionner les prêteurs par le biais des amendes transactionnelles.

Nous nous réjouissons de voir cette demande réalisée aux articles 92 et 101 de la LCC

Par contre, nous regrettons que l'agrément des prêteurs, l'inscription des intermédiaires et le contrôle prudentiel soit confié à la CBFA.

En effet, nous pensons que le SPF économie joue actuellement un rôle préventif important lorsqu'il examine et revoit dans le cadre de l'agrément et de l'inscription des professionnels le contenu des contrats qui seront diffusés sur le marché et proposés au consommateur.

Le SPF Economie est d'autant plus compétent pour réaliser ce contrôle a priori que, par la suite, c'est lui qui réceptionne les plaintes, recherche et constate les infractions à la loi qui si elles perdurent peuvent mener à une amende transactionnelle, voire à la suspension ou au retrait de l'agrément ou de l'inscription.

1.3. Pas de démarchage dans les entreprises (Articles 8 et 9 de la LCC inchangés)

Voyez nos recommandations 2009 pages 10 et suivantes

Nous nous réjouissons du maintien de cette interdiction.

1.4. Interdire les publicités qui créent une confusion entre crédit à la consommation et d'autres crédits non régis par la LCC (nouvel article 6 §4 LCC)

Voyez nos constats et recommandations 2007 pages 11 et suivantes.

Nous nous réjouissons de cette modification qui devrait mettre fin à de nombreuses pratiques abusives constatées sur le terrain.

2. Recommandations partiellement réalisées par le projet de loi

2.1. Interdire clairement les publicités qui incitent au surendettement (nouvel art.6 § 1er de la LCC)

Voyez nos constats et recommandations 2007 pages 11 et suivantes

Nous nous réjouissons de voir que le projet de loi vise à interdire plus clairement que la loi actuelle les publicités qui incitent au surendettement.

Néanmoins, nous pensons que la formulation utilisée dans le nouveau texte proposé (« *qui est axée spécifiquement* ») est ambiguë et prête à interprétation, ce qui laisse la porte ouverte aux pratiques abusives telles que constatées dans nos recommandations.

Recommandation

Remplacer l'article 6 du projet de loi : *À l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:*

1° le paragraphe 1er est remplacé par ce qui suit:

“§ 1er. Est interdite toute publicité pour un contrat de crédit qui est axée spécifiquement sur:

1° l'incitation du consommateur, dans l'impossibilité de faire face à ses dettes, à recourir au crédit;

2° la mise en valeur de la facilité ou de la rapidité avec lesquelles le crédit peut être obtenu;

3° l'incitation au regroupement ou à la centralisation des crédits en cours ou qui précise que les contrats de crédit en cours n'ont pas ou peu d'influence sur l'appréciation d'une demande de crédit.

Par : *« À l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:*

1° le paragraphe 1er est remplacé par ce qui suit:

“§ 1er. Est interdite toute publicité pour un contrat de crédit qui:

1° Incite le consommateur, dans l'impossibilité de faire face à ses dettes, à recourir au crédit;

2° Met en valeur de la facilité ou de la rapidité avec lesquelles le crédit peut être obtenu;

3° Incite au regroupement ou à la centralisation des crédits en cours ou qui précise que les contrats de crédit en cours n'ont pas ou peu d'influence sur l'appréciation d'une demande de crédit.

2.2. Le délai de zérotagage (Nouvel art. 22 de la LCC)

Voyez nos recommandations 2007 (p. 19 et s.)

La Plate-forme plaide depuis longtemps pour que le délai de zérotagage introduit en 2003 s'applique enfin à **tous les contrats d'ouverture de crédit** afin d'éviter un endettement à perpétuité.

Le projet de loi récent modifie l'article 22 de la LCC en ce sens en abrogeant les mots "qui ne prévoient aucun remboursement périodique en capital".

Nous nous réjouissons de cette modification sollicitée dans nos recommandations 2007 ainsi que par les représentants des organisations des consommateurs dans l'avis du Conseil de la Consommation (page 33) - avis CC 410 téléchargeable sur le site :

http://mineco.fgov.be/protection_consumer/councils/consumption/council_fr_044.htm

Ecueil :

- la périodicité du délai de zérotagage n'est pas modifiée puisque celui-ci reste fixé à 60 mois maximum (soit 5 ans) et que nous estimons trop long. Nous plaidions pour qu'il soit réduit à 1 an pour les crédits jusqu'à 5.000 euros et à maximum 5 ans pour les crédits supérieurs à 5.000 euros (voyez également l'avis du Conseil de la consommation du 30 juin 2004 en ce sens).
- En outre, le consommateur devrait pouvoir continuer à bénéficier de la possibilité de rembourser en mensualités jusqu'à apurement de la dette lorsqu'il doit remettre son ouverture de crédit à zéro (position reprise par le Conseil de la consommation).
- Enfin, le projet de loi reste muet sur la question de l'information du consommateur quant à ce délai de zérotagage proprement dit : pour rappel, la Plate-forme souhaite que cette obligation de zérotagage soit clairement annoncée au consommateur - emprunteur dès le début du contrat et que l'échéance soit rappelée dans tous les relevés mensuels intermédiaires pour éviter que le consommateur ne soit pris par surprise (position reprise dans le récent avis du Conseil de la consommation).

Recommandation

Compléter l'art. 38 du projet de loi (article 59 de la LCC) en ce sens

2.3. Des intermédiaires correctement formés (Nouvel art.77§2 , 3° de la LCC)

Voyez nos recommandations 2007, p. 10,15, 16 et nos recommandations 2009 p. 11

Plus d'une ouverture de crédit sur deux est réalisée via un intermédiaire (courtier, agent, vendeur par correspondance, magasin, hypermarchés) c'est-à-dire en dehors des locaux du prêteur ou sans contact avec le prêteur.

Nous plaidions pour que tous ces intermédiaires de crédits soient correctement formés et à même de fournir une information complète et exacte au consommateur.

Notons qu'il existe maintenant une formation obligatoire à l'égard des courtiers en assurance.

Relevons également les constatations du rapport Athling page 47 qui préconise également la formation du vendeur en magasin :

« Le crédit renouvelable nécessite une formation continue. Les formules proposées sont de plus en plus complexes sur le plan financier. A cette complexité viennent s'ajouter des règles de fonctionnement (ex. remboursement anticipé, ...) et une réglementation dense qui ne sont jamais abordées. Les conseillers financiers ont été en mesure de répondre à nos questions ou de trouver les réponses lors de l'entretien. Ce ne fut pas le cas pour les vendeurs ou le personnel en caisse »

L'article 77 § 2, 3° de la LCC prévoit désormais que pour être inscrit au registre des intermédiaires de crédit et conserver cette inscription, l'intéressé doit *posséder des connaissances professionnelles requises*

Recommandation :

Veiller à ce qu'un Arrêté royal détermine effectivement la forme et le contenu de ces connaissances requises

3. Recommandations non réalisées par le projet de loi

3.1. Interdire le démarchage en rue

Voyez nos recommandations 2009, page 11.

Nous estimons que le démarchage en rue ou dans un lieu de passage ne répond pas aux critères d'encadrement nécessaires pour que le contrat de crédit soit conclu dans de bonnes conditions et de manière responsable (information complète du consommateur, analyse de solvabilité, conseils, etc) : la rue ou tout autre lieu de passage n'est pas un endroit propice pour ce type d'engagement ! Il s'agit aussi de lutter contre la banalisation d'un acte important que constitue l'octroi d'un crédit : le crédit ne se vend pas comme une gaufre chaude !

Recommandation

Compléter l'article 8 de la LCC par l'alinéa suivant :

« Le démarchage pour des contrats de crédit en rue ou dans des réseaux publics de transports en commun tels que les gares, les stations de métro, ainsi qu'aux abords des grands magasins ou dans les galeries commerçantes est interdit ».

3.2. Veiller à ce que le prêteur analyse correctement la capacité de remboursement de l'emprunteur

Voyez nos recommandations 2008, page 28

Nous plaidons pour la mise en place, à l'instar de ce qui existe en Suisse, d'un formulaire d'analyse budgétaire standardisé.

La mise en place d'un tel formulaire permettrait de clarifier et de préciser les informations que le prêteur doit vérifier (la fiche de salaire par exemple), de vérifier que cette obligation a bien été remplie mais également de responsabiliser le consommateur et de s'assurer de sa bonne foi et de l'exactitude de ses réponses.

Recommandation

Compléter l'article 10 de la LCC avec un nouvel alinéa en ce sens :

“Le prêteur ou le cas échéant l'intermédiaire de crédit soumet au consommateur et, le cas échéant, à la personne qui constitue une sûreté, un formulaire de demande de crédit détaillant sous forme de questionnaire, toutes les informations réclamées au consommateur par le prêteur et/ou l'intermédiaire conformément à l'alinéa 1^{er}. Le prêteur ou l'intermédiaire de crédit sont tenus de conserver le formulaire de demande de crédit afin de prouver l'exécution des obligations leur incombant en vertu du présent article et d'en laisser une copie au consommateur. Les données

fournies par le consommateur ou par la personne qui constitue une sûreté ne peuvent être communiquées qu'aux personnes visées à l'article 69, § 3 et traitées exclusivement par Elles”.

3.3. Assurer la transparence du coût du crédit et de l'assurance de solde restant dû : (Article 31 § 4 de la LCC est abrogé -article 27 du projet de loi)

Zie onze aanbevelingen van 2007, p.22 en aanbevelingen 2009, p. 12

Heel vaak is de **toekenning van het krediet gekoppeld aan het afsluiten van een (schuldsaldo)verzekering** bij de (kredietverlenende) instelling of via de bemiddelaar. Die verzekeringsovereenkomsten leveren voor de kredietgevers en de kredietbemiddelaars heel wat extra inkomsten op. Bij grotere (internationale) instellingen houdt men bijvoorbeeld rekening met volgende situaties: Cofidis biedt enkel Cardif verzekeringsproducten aan. Cofidis en de verzekeringsmaatschappij Cardif zijn beide dochtermaatschappijen van de groep BNP Paribas; Citibank biedt enkel MetLife⁷ producten aan. MetLife heeft namelijk in 2005 een deel van de verzekeringsgroep van Citigroup overgenomen en heeft een distributieovereenkomst met betrekking tot MetLife verzekeringsovereenkomsten via de verschillende kanalen van Citigroup. Vaak zijn ze ook erg duur voor de consument.

Zelfs als die **verzekeringen als facultatief** worden **voorgesteld**, wordt **in de praktijk** vastgesteld dat **de consument vaak geen keuze** heeft (de verzekering wordt aangerekend zonder dat de consument erom heeft gevraagd) of dat **de consument onvoldoende** wordt **geïnformeerd** om met kennis van zaken te kunnen beslissen. De overheid stelt hier tal van misbruiken vast: invaliditeitsverzekeringen afgesloten voor consumenten ... die reeds invalide zijn verklaard, de verzekeringspremie wordt direct afgetrokken van het kredietbedrag dat de consument ter beschikking wordt gesteld, overdreven prijzen, commissies van de kredietbemiddelaar betaald via de verzekeringspremie,...

In **de Europese richtlijn** wordt bepaald dat de kosten voor die verzekering niet apart van de kredietnemer mogen worden gevorderd, maar moeten worden inbegrepen in de totale kostprijs van het krediet, en dus ook het JKP, wanneer de betreffende verzekering verplicht is.^{1 2} Het wetsontwerp huldigt dit principe ook.³ Maar het moet

¹ Met Europese Richtlijn wordt bedoeld de Richtlijn 2008/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 inzake kredietovereenkomsten voor consumenten en tot intrekking van Richtlijn 87/102/EEG

² Zie overweging 22 van de preambule van de Europese richtlijn: *Het moet de lidstaten vrijstaan om nationale bepalingen te handhaven of in te voeren die de kredietgever verbieden van de consument te verlangen dat hij in samenhang met de kredietovereenkomst een bankrekening opent of een overeenkomst sluit voor een andere nevendienst of de kosten of vergoedingen voor zulke bankrekeningen of nevendiensten betaalt. In de lidstaten waar zulke gecombineerde aanbiedingen zijn toegestaan, moeten de consumenten vóór het sluiten van de kredietovereenkomst geïnformeerd worden over nevendiensten, die ter verkrijging van het krediet verplicht zijn, of over de geadverteerde voor waarden. De kosten voor deze nevendiensten moeten worden opgenomen in de totale kosten van het krediet; als het bedrag van deze kosten niet van tevoren kan worden bepaald, moet de consument in de precontractuele fase adequaat over het bestaan van de kosten worden geïnformeerd. De kredietgever wordt verondersteld kennis te hebben van de kosten van de nevendiensten, die hij zelf of namens een derde aan de consument aanbiedt, tenzij de prijs daar van afhangt van de specifieke kenmerken of situatie van de consument.*

hierbij niet stoppen. De richtlijn **belet de Belgische wetgever niet situaties te bepalen waarin kan worden verondersteld dat de verzekering verplicht is**. Voorwaarde is dan wel dat op vlak van de berekening van het JKP de wetgever niet afwijkt van de Europese richtlijn aangezien op dit vlak maximale harmonisatie wordt nagestreefd. Dit sluit uit dat de Belgische wetgever bijvoorbeeld bepaalde ‘verplichte verzekeringen’ niet of anders zou opnemen in de berekening van het JKP. Dit sluit niet uit dat een nationale wetgever meer rechtszekerheid biedt omtrent de beoordeling wanneer een verzekering ‘verplicht’ is.

Om meer duidelijkheid te scheppen en om een halt toe te roepen aan de vastgestelde misbruiken, pleit het platform DZK voor (een communicatie over) de totale kostprijs van een krediet die reëel en transparant is. Daarvoor moet de wet ook duidelijk bepalen aan welke voorwaarden moet zijn voldaan om de intekening op een verzekering als verplicht te kunnen beschouwen.

Recommandation

Remplacer l'article 31 § 4 de la LCC par

De **verzekering** zou (automatisch) **als verplicht** moeten **worden beschouwd** en de kosten van de verzekeringspremie zouden dus moeten zijn inbegrepen in het JKP **als aan één van onderstaande voorwaarden is voldaan**:

- de kredietovereenkomst betreft een bedrag van minder dan 5.000 euro,
- de verzekeringsovereenkomst wordt op dezelfde dag als de kredietovereenkomst ondertekend,
- de verzekeringsovereenkomst wordt (feitelijk) afgesloten bij een verzekeringsmaatschappij naar voorkeur van de kredietgever of die (structureel) verbonden is met de kredietgever

In **het wetsontwerp** worden niet nader bepaalde gevallen gespecificeerd waarin moet worden aangenomen dat een verzekering bijhorend een kredietovereenkomst verplicht is/was (of dat dan bijvoorbeeld, bij een verzekering gepaard aan een krediet van minder dan 5.000 EUR, de kredietgever/kredietbemiddelaar zowel informatie moet verschaffen (in reclame) over het kostenplaatje met als zonder het aangaan van de verzekering). Ook geen van de neergelegde **wetsvoorstellen** ligt in de lijn met deze aanbeveling van het platform DZK.

Wat we verder wel (**nog steeds**) in **het wetsontwerp en de NWCK** terugvinden over (verplichte) (schuldsaldo)verzekeringen verbonden aan een kredietovereenkomst:⁴

³ Zie art. 1, 5° en 6° NWCK: (...) 5° de totale kosten van het krediet voor de consument: alle kosten die de consument moet betalen in verband met de kredietovereenkomst en die de kredietgever bekend zijn, met uitzondering van de notariskosten. Zijn hierin onder meer begrepen: (...) de kosten betreffende nevendiensten die verbonden zijn aan de kredietovereenkomst, onder meer verzekeringspremies, indien het sluiten van deze dienstenovereenkomst verplicht is om het krediet zelf te verkrijgen of tegen de commerciële bedingen en voorwaarden waaronder het verhandeld wordt (...) 6° het jaarlijkse kostenpercentage: het percentage dat de gelijkheid uitdrukt op jaarbasis, van de geactualiseerde waarden van het geheel van de verbintenissen van de kredietgever (kredietopnemingen) en de consument (aflossingen en totale kosten van het krediet voor de consument), bestaand of toekomstig, en die berekend wordt aan de hand van de elementen die de Koning aanduidt en op de wijze die Hij bepaalt;

⁴ Met de NWCK wordt de ‘nieuwe wet op het consumentenkrediet’ bedoeld: zie met name ook p. 227 e.v. van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet (document nr. 2468/001) houdende een ‘officieuze’ coördinatie van de wet op het consumentenkrediet (voor het geval het wetsontwerp integraal aanvaard zou worden)

- Dat wanneer een verzekering als voorwaarde voor de toekenning van een krediet geldt, de consument de vrije keuze heeft een verzekeringsinstelling voor deze verzekeringspolis te kiezen (en met name niet moet kiezen voor deze die kredietgever/kredietbemiddelaar voorstelt).⁵
- Dat in reclame en in bepaalde documenten die voorafgaand het sluiten van de kredietovereenkomst aan de consument moeten worden overhandigd, onder andere informatie over het eventuele ‘verplicht’ zijn van een verzekering, zou moeten vermeld worden.^{6 7 8 9 10}

⁵ Zie art. 31, §1 NWCK: *§ 1. Het is de kredietgever en de kredietbemiddelaar verboden om (...) de consument te verplichten in het raam van het sluiten van een kredietovereenkomst een andere overeenkomst te ondertekenen bij de kredietgever, de kredietbemiddelaar of een door hen aangewezen derde.*

⁶ Zie art. 5, §1 en §3 NWCK: *§ 1. Alle reclame waarin een rentevoet of cijfers betreffende de kosten van het krediet voor de consument worden vermeld, bevat op een duidelijke, beknopte, opvallende en desgevallend hoorbare wijze aan de hand van een representatief voorbeeld de volgende standaardinformatie: 1° de debetrentevoet, vast en/of veranderlijk, alsook nadere informatie over eventuele kosten die in de totale kosten van het krediet voor de consument zijn opgenomen; (...) 3° het jaarlijkse kostenpercentage; (...) 6° in voorkomend geval, het totale door de consument te betalen bedrag en het bedrag van de afbetalingstermijnen. (...) § 3. Indien in verband met de kredietovereenkomst het sluiten van een contract voor een nevendienst, onder meer een verzekering, verplicht is om het krediet, in voorkomend geval op de geadverteerde voorwaarden, te verkrijgen, en de kosten van die dienst niet vooraf bepaald kunnen worden, moet de verplichting tot het sluiten van die overeenkomst ook op een duidelijke, beknopte, opvallende en hoorbare wijze, tezamen met het jaarlijkse kostenpercentage worden vermeld.*

⁷ Zie ook inzake (verplichte verzekeringen en) reclame nog art. 6, §1, 6° NWCK: (...) *Is eveneens verboden elke reclame voor een kredietovereenkomst die: (...) 6° voordeeltarieven vermeldt zonder opgave van de bijzondere of beperkende voorwaarden waaraan de toekenning van deze tarieven is onderworpen;*

⁸ Zie art. 11, §1 NWCK: *§ 1. Te gelegener tijd voordat de consument door een kredietovereenkomst en/of een aanbod wordt gebonden, verstrekt de kredietgever en, in voorkomend geval, de kredietbemiddelaar, op basis van de door de kredietgever aangeboden kredietvoorwaarden en de eventueel door de consument kenbaar gemaakte voorkeur en verstrekte informatie, de consument de nodige informatie om verschillende aanbiedingen te kunnen vergelijken en zo een geïnformeerd besluit te kunnen nemen over het sluiten van een kredietovereenkomst. Die informatie wordt, op papier of op een andere duurzame drager, verstrekt overeenkomstig het formulier “Europese standaardinformatie inzake consumentenkrediet” in bijlage 1 bij deze wet. De kredietgever wordt geacht te hebben voldaan aan de voorschriften van deze paragraaf en van artikel 50 van de wet van betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming wanneer hij de Europese standaardinformatie inzake consumentenkrediet heeft verstrekt. Deze informatie heeft betrekking op 1° (...) 11° de eventuele verplichting tot het sluiten van een overeenkomst voor nevendiensten in verband met de kredietovereenkomst, onder meer een verzekering, indien het sluiten van dergelijke overeenkomst voor deze dienst verplicht is om het krediet, in voorkomend geval op de geadverteerde voorwaarden, te verkrijgen;*

⁹ Zie ook inzake precontractuele informatieplichten (en de verplichte schuldsaldoverzekering) art. 11, §2: *Bij communicatie via spraaktelefonie, als bedoeld in artikel 51 van de wet van betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming omvat de beschrijving van de belangrijkste kenmerken van de financiële dienst bedoeld in artikel 51, tweede lid, b) van die wet ten minste de informatie bedoeld in § 1, tweede lid, 3° tot 6° en 8°, alsmede het jaarlijkse kostenpercentage weergegeven aan de hand van een representatief voorbeeld en het totale door de consument te betalen bedrag (...)* Zie inzake ook art. 5.2 van de Europese richtlijn (die aan de lidstaten toelaat dat ook in deze gevallen verplicht zeker ook informatie moet worden verschaft over het al dan niet ‘verplicht’ zijn van een verzekering (!)): *“2. Bij communicatie via spraaktelefonie, als bedoeld in artikel 3, lid 3 van Richtlijn 2002/65/EG, echter omvat de beschrijving van de belangrijkste kenmerken van de financiële dienst die verleend moet worden ingevolge het tweede streepje van artikel 3, lid 3, onder b), van die richtlijn, ten minste de in de punten c), d), e), f) en h) van lid 1 van dit artikel vermelde gegevens, alsmede het jaarlijkse kostenpercentage weergegeven aan de hand van een representatief voorbeeld en het totale door de consument te betalen bedrag”*

¹⁰ Zie ook inzake precontractuele informatieplichten (en de verplichte schuldsaldoverzekering) art. 11, §3 WCK: *§ 3. Indien de overeenkomst op verzoek van de consument gesloten is met gebruikmaking van een middel voor communicatie op afstand dat informatieverstrekking overeenkomstig § 1 niet mogelijk maakt, onder meer in het in § 2 bedoelde geval, verstrekt de kredietgever de volledige precontractuele informatie door middel van het formulier voor “Europese standaardinformatie inzake consumentenkrediet” onmiddellijk na het sluiten van de kredietovereenkomst.*

- Dat in de kredietovereenkomst zelf vermeldt moet staan of een verzekering al dan niet 'gevraagd' was.¹¹
- Dat in principe het volledige 'kredietbedrag' moet worden uitgekeerd aan de kredietnemer, en dat afwijkingen op dit principe (zoals het inhouden van verzekeringspremies) desgevallend in de kredietovereenkomst expliciet moeten zijn voorzien.¹²

Het weze bij voorgaande opgemerkt dat de afwezigheid van een dergelijke (formele) vermelding in een 'informatiefiche' of in de kredietovereenkomst sowieso absoluut geen **bewijs** is dat de **verzekering** (feitelijk) bij aangaan van de kredietovereenkomst niet **door de kredietgever/kredietbemiddelaar verplicht** was **gesteld**. Best ook. Uit praktijktesten blijkt dat wel degelijk vaak consumenten verplicht worden een door de kredietgever/kredietbemiddelaar aangeduide verzekeraar te kiezen. Dit wordt echter vaak enkel mondeling meegedeeld. Wanneer dit (ook achteraf) kan worden vastgesteld, moet de consument (of de FOD Economie of het Openbaar Ministerie) tegen deze praktijken kunnen blijven optreden.

Wat verder opvalt is dat blijkbaar (eerder geruisloos) in België er voor gekozen wordt van een **systeem waarin de kredietverstrekker effectief (altijd) gerechtigd is een kredietovereenkomst te weigeren** om de enkele reden dat de betrokken kandidaat-kredietnemer **geen** welbepaalde (**schuldsaldo**)**verzekering** wil nemen.¹³ Hoewel dit op eerste zicht nobel kan zijn, omdat het toch een verzekering is voor ongelukkige situaties als ongeval, ziekte en/of werkloosheid, laat het ook toe dat onnodig en/of niet steeds in het belang van de kredietnemer (winstgevende) (dure) contracten 'aangesmeerd' worden. De Europese richtlijn stelt nochtans expliciet dat de Europese lidstaten vrij zien dergelijk praktijken (in bepaalde gevallen) te verbieden of verregaand te reguleren.¹⁴ Dit was totnogtoe altijd het geval in België.¹⁵ We roepen de regering dan ook op dit vlak expliciet een principiële standpunt in te nemen, en te overwegen om het principe van een verbod van 'verplichting' van een verzekering te

¹¹ Zie art. 14, § 2 NWCK: *Behalve voor de kredietovereenkomsten bedoeld in § 3 wordt in de kredietovereenkomst op beknopte en duidelijke wijze vermeld (...) 17° desgevallend, de gevraagde zekerheden en verzekeringen (...)*

¹² Zie art. 16, § 1 NWCK: § 1. *Zolang de kredietovereenkomst niet door alle partijen is ondertekend, mag geen betaling worden gedaan, noch door de kredietgever aan de consument of voor diens rekening, noch door de consument aan de kredietgever. Behoudens andersluidend beding in de kredietovereenkomst stelt de kredietgever het kredietbedrag met een overschrijving onmiddellijk ter beschikking op de rekening van de consument of op de rekening van een door de consument aangewezen derde of met een cheque (...)*

¹³ Zie art. 5, § 3 NWCK: § 3. *Indien in verband met de kredietovereenkomst het sluiten van een contract voor een nevendienst, onder meer een verzekering, verplicht is om het krediet, in voorkomend geval op de geadverteerde voorwaarden, te verkrijgen, en de kosten van die dienst niet vooraf bepaald kunnen worden, moet de verplichting tot het sluiten van die overeenkomst ook op een duidelijke, beknopte, opvallende en hoorbare wijze, tezamen met het jaarlijkse kostenpercentage worden vermeld.*

¹⁴ Zie overweging 22 van de preambule van de Europese richtlijn: *Het moet de lidstaten vrijstaan om nationale bepalingen te handhaven of in te voeren die de kredietgever verbieden van de consument te verlangen dat hij in samenhang met de kredietovereenkomst een bankrekening opent of een overeenkomst sluit voor een andere nevendienst of de kosten of vergoedingen voor zulke bankrekeningen of nevendiensten betaalt (...)*

¹⁵ Zie huidige art. 14, § 3 WCK (dat we niet terugvinden in de NWCK): § 3. *De kredietovereenkomst bevat eveneens in de vorm van afzonderlijke leden, in dikke lettertekens en in een ander lettertype : 1° ter hoogte van de plaats waar de consument zijn handtekening plaatst, de vermeldingen : (...) " De verzekering is nooit verplicht. Overeenkomstig artikel 4, § 2, tweede lid, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst heeft de verzekeringnemer het recht de overeenkomst op te zeggen, met onmiddellijk gevolg op het ogenblik van de kennisgeving, binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst door de verzekeraar van de voorafgetekende polis of aanvraag."*

nemen te behouden, en hierbij dan desnoods de uitzonderlijke gevallen te bepalen waarin dergelijke ‘verplichting’ als geoorloofd kan worden aangemerkt.

3.4. Un espace réservé au crédit dans les lieux de vente

Voyez nos recommandations 2009, page 11

Nous plaignons pour que, lorsque le crédit est réalisé sur les lieux de vente, le consommateur soit reçu dans un espace dédié au crédit, sachant que plus d'une ouverture de crédit renouvelable sur deux est réalisée sur le lieu de vente c'est-à-dire en dehors des locaux du prêteur ou sans contact avec le prêteur (grands magasins, hypermarchés).

Dans ces établissements, l'octroi du crédit se fait au comptoir, à la caisse, debout avec d'autres clients qui patientent derrière. Ces conditions n'incitent ni à la prudence, ni à poser des questions précises au vendeur.

3.5. Interdire dans les lieux de vente les crédits qui ne sont pas liés à un achat

Zie onze aanbevelingen van 2007, pagina 10 en die van 2009, p. 11

Sinds enkele jaren stellen bepaalde **winkelketens** (en ook postorderbedrijven) (via hun website) de consument **kredieten** voor **die niet aan een aankoop in hun winkel zijn gekoppeld**. Deze winkelketens en ondernemingen lijken dan persoonlijke leningen enzomeer aan te bieden zoals een bankinstelling dit doet. Deze kredieten zijn immers niet (onmiddellijk) gekoppeld aan een of andere aankoop bij de betreffende winkelketen. Meer specifiek gaat dit over situaties -wanneer een kredietbemiddelaar een kredietovereenkomst en een betaalinstrument aanbiedt dat kan aangewend worden buiten zijn onderneming of een kredietovereenkomst aanbiedt die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor de aankoop van goederen of diensten die niet door hem worden aangeboden-. De winkel treedt hierbij (louter) op als kredietbemiddelaar voor de kredietgever. Zo bood in 2009 bijvoorbeeld de winkelketen Krefel kredieten aan, tot 50.000 EUR, en dit ook geheel los en zonder de aankoop van een elektrisch toestel bij deze winkel. Het betrof kredietbemiddeling voor de Royal Bank of Schotland.

Wij zijn van mening dat dit **een verontrustende nieuwe trend** is. In deze gevallen wordt het krediet vaak gewoon via de toonbank of aan de kassa verleend, terwijl de volgende klanten staan te wachten. Dergelijke omstandigheden nodigen niet uit tot voorzichtigheid of het stellen van precieze vragen aan de verkoper... Bovendien is het overduidelijk dat de verkoper geen kredietverlener is. Hij heeft meestal geen bijzonder opleiding genoten of is vaak niet in staat de nodige informatie te verschaffen of de consument correct te adviseren met betrekking tot de keuze van het meest geschikte krediet (dat wil zeggen, de consument te informeren over de kosten die een kredietopening met zich meebrengt, over alternatieven, over andere mogelijke kredietoplossingen enz.). Het onderzoek naar de kredietwaardigheid

beperkt zich meestal tot de raadpleging van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren (de enige objectieve wettelijke verplichting) en een reeks standaard vragen. In de meeste gevallen wordt het krediet vrijwel automatisch toegestaan op basis van een puntensysteem in functie van de gegeven antwoorden (de zogenaamde “credit scoring” methode). Maar al te vaak worden het budget en de lasten van de aanvrager niet diepgaand onderzocht.

Een pluspunt van **het wetsontwerp** is dat het expliciet bepaalt dat in dergelijke gevallen een kredietbemiddelaar zich niet achter het (nieuwe) art. 11ter NWCK kan verschuilen om een verminderd aantal (informatie-, raadgeving- en onderzoek)verplichtingen op te lopen.¹⁶ Dit artikel 11ter NWCK luidt: *“De artikelen 11, 11bis en 15, eerste lid, zijn niet van toepassing op leveranciers van goederen of aanbieders van diensten die bij wijze van nevenactiviteit als kredietbemiddelaar optreden. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de verplichting van de kredietgever ervoor te zorgen dat de consument de in die artikelen bedoelde precontractuele informatie daadwerkelijk ontvangt. Oefent geen nevenactiviteit uit, de kredietbemiddelaar die tegelijkertijd een kredietovereenkomst en een betaalinstrument aanbiedt dat kan aangewend worden buiten zijn onderneming of een kredietovereenkomst aanbiedt die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor de aankoop van goederen of diensten die niet door hem worden aangeboden.”* Ook al doet men dit maar één keer, occasioneel, als ‘nevenactiviteit’, ook dan zal men niet ontsnappen aan **de volheid van verplichtingen die elke (professionele) kredietbemiddelaar heeft**. Ook de winkelketens, via hun werknemers, zullen in deze gevallen dus al de vermelde verplichtingen uit de NWCK moeten nakomen.^{17 18}

¹⁶ Met de NWCK wordt de ‘nieuwe wet op het consumentenkrediet’ bedoeld: zie met name ook p. 227 e.v. van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet (document nr. 2468/001) houdende een ‘officieuze’ coördinatie van de wet op het consumentenkrediet (voor het geval het wetsontwerp integraal aanvaard zou worden)

¹⁷ Deze plichten omvatten dus onder andere Art. 11, §1 NWCK: *Te gelegener tijd voordat de consument door een kredietovereenkomst en/of een aanbod wordt gebonden, verstrekt de kredietgever en, in voorkomend geval, de kredietbemiddelaar, op basis van de door de kredietgever aangeboden kredietvoorwaarden en de eventueel door de consument kenbaar gemaakte voorkeur en verstrekte informatie, de consument de nodige informatie om verschillende aanbiedingen te kunnen vergelijken en zo een geïnformeerd besluit te kunnen nemen over het sluiten van een kredietovereenkomst. Die informatie wordt, op papier of op een andere duurzame drager, verstrekt overeenkomstig het formulier “Europese standaardinformatie inzake consumentenkrediet” in bijlage 1 bij deze wet. De kredietgever wordt geacht te hebben voldaan aan de voorschriften van deze paragraaf en van artikel 50 van de wet van betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming wanneer hij de Europese standaardinformatie inzake consumentenkrediet heeft verstrekt (...) Art. 11, §4 NWCK: De kredietgevers en, in voorkomend geval, de kredietbemiddelaars verstrekken de consument een passende toelichting om hem in staat te stellen te beoordelen of de voorgestelde kredietovereenkomst aan zijn behoeften en financiële situatie beantwoordt, zo nodig door de ingevolge § 1 te verstrekken precontractuele informatie, de voornaamste kenmerken van de voorgestelde producten en de specifieke gevolgen hiervan voor de consument toe te lichten, met inbegrip van de gevolgen indien de consument niet betaalt. Indien een kredietopening wordt aangeboden op een verkooppunt buiten de onderneming van de kredietgever of op afstand wordt een passende toelichting verstrekt door de kredietbemiddelaar met betrekking tot de voor- en nadelen tussen deze kredietsoort en de verkoop- of lening op afbetaling aangegaan voor hetzelfde kredietbedrag, indien deze kredietsoorten worden aangeboden door de kredietgever of de kredietbemiddelaar. Deze toelichting heeft onder meer betrekking op de aflossing van het kapitaal, de aanrekening van interesten, de maximale jaarlijkse kostenpercentages, de nulstellingstermijn en de eisbaarheid van het verschuldigd saldo in geval van eenzijdige opzegging bedoeld in artikel 33ter, § 1, tweede lid (...) Art. 15, eerste lid NWCK: De kredietgever en de kredietbemiddelaar zijn verplicht om voor de kredietovereenkomsten die zij gewoonlijk aanbieden of waarvoor zij gewoonlijk bemiddelen, het krediet te zoeken dat qua soort en bedrag het best is aangepast, rekening houdend met de financiële toestand van de consument op het ogenblik van het sluiten van de kredietovereenkomst en met het doel van het krediet.*

Wanneer het misloopt, zal het feit dat krediet verstrekken of inzake bemiddelen hun 'hoofdbezigheid' niet is, geen geldig excuus zijn.

Bij voorgaande dient nog volgende opgemerkt te worden, over **het (nieuwe) artikel 11ter NWCK**. Dit artikel bepaalt dus dat de artikelen 11, 11bis en 15, eerste lid, niet van toepassing zijn op leveranciers van goederen of aanbieders van diensten die bij wijze van 'nevenactiviteit' als kredietbemiddelaar optreden. Deze bepaling doet weliswaar geen afbreuk aan de verplichting van de kredietgever ervoor te zorgen dat de consument de in die artikelen bedoelde precontractuele informatie daadwerkelijk ontvangt (noch aan andere verplichtingen die gelden voor kredietgevers (zoals bijvoorbeeld art. 15, eerste en tweede lid NWCK)). Het is anderzijds verwonderlijk en lijkt met name contraproductief aan de doelstelling van de NWCK de betrokken kredietvertrekkers én de kredietbemiddelaars allemaal (rechtsreeks) te 'responsabiliseren' (zeker rekening houdend met het feit dat in de NWCK ook bedrijven die zelf als kredietverstrekkers optreden om deze vordering dan nadien onmiddellijk over te dragen aan een (echte) kredietinstelling als kredietbemiddelaar kunnen worden aangemerkt (zgn. 'schijn-kredietverstrekkers')). Deze ook door de regering beoogde doelstelling van de NWCK om kredietbemiddelaars te 'responsabiliseren', zal zeker worden uitgehold wanneer verder een zeer ruime invulling aan het begrip 'nevenactiviteit' wordt gegeven zoals bedoeld in art. 11ter NWCK. Hierbij lijkt de wetgever maar al te snel te besluiten dat deze situatie zich voordoet. Zo wordt bijvoorbeeld zeer snel geconcludeerd dat 'een garagist' die 'auto's verkoopt' en in dat kader ook optreedt als kredietbemiddelaar dit dan als 'nevenactiviteit' heeft. Verwonderlijk is dan in het bijzonder dat bij de beoordeling van een 'nevenactiviteit' niet (ook) rekening gehouden moet worden met het 'systematisch' of 'structureel' karakter van het aanbod van kredietbemiddeling (of dat een bedrijf meerdere 'hoofdactiviteiten' kan hebben (bijv. verkopen auto's, aanbieden van autofinanciering voor aankoop wagens uit de eigen salon en aanbieden krediet voor auto's die elders aangekocht mogen worden en voor andere doeleinden)). De ene garagist is de ander niet... Er is toch een verschil tussen een garagist die 'occasioneel' voor een dure reparatie bijvoorbeeld een klant zou toelaten een factuur van 2000 EUR overheen 6 maanden te betalen en een garagist met verkoopzaal en een 'sales- en creditteam' die 'systematisch' aan zijn klanten ook kredieten aanbiedt? In de Europese richtlijn zien we dan geen voorbeeld van 'een garagist', maar wel het volgende, in overweging 24 van de preambule: "(...) *Leveranciers van goederen of diensten kunnen, bijvoorbeeld, als kredietbemiddelaars in een nevenfunctie worden beschouwd als zij bedrijfs- of beroepsmatig niet in hoofdzaak als kredietbemiddelaar optreden (...)*".¹⁹ Alleszins maar vaag en vooral slechts 'een

¹⁸ Zie ook overweging 24 van de preambule van de Europese richtlijn: *De consument moet uitgebreid worden geïnformeerd voordat hij de kredietovereenkomst sluit, ongeacht of bij de verkoop van het krediet een kredietbemiddelaar betrokken is. Daarom moeten de voorschriften inzake precontractuele informatie in het algemeen ook gelden voor kredietbemiddelaars (...)* en zie ook overweging 27 van de preambule van de Europese richtlijn: *Zo nodig moet de consument persoonlijk toelichting krijgen op de relevante precontractuele informatie en de voornaamste kenmerken van de voorgestelde producten, zodat hij zich rekenschap kan geven van de gevolgen die deze voor zijn economische situatie kunnen hebben. In voorkomend geval moet deze plicht tot hulp aan de consument ook voor kredietbemiddelaars gelden. De lidstaten kunnen bepalen op welke wijze en in welke mate deze toelichtingen aan de consument moeten worden gegeven, gelet op de bijzondere omstandigheden waarin het krediet wordt aangeboden, de noodzaak van hulp aan de consument en de aard van afzonderlijke kredietproducten.*"

¹⁹ Met Europese Richtlijn wordt bedoeld de Richtlijn 2008/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 inzake kredietovereenkomsten voor consumenten en tot intrekking van Richtlijn 87/102/EEG

voorbeeld' in de richtlijn wat duidt op interpretatie- en invullingsruimte voor de Europese lidstaten over wat 'een nevenactiviteit' (niet) is. Hierbij valt verder op dat de Raad van State in haar advies ook waarschuwt wanneer (ook) bijvoorbeeld winkelketens (en postorderbedrijven) zich achter deze uitzondering zouden gaan willen schuilhouden (die nochtans op grote schaal voor kredieten bemiddelen). De regering zou dan ook best bepalingen (en definities) invoeren die een zeer strikte interpretatie voorhouden van het begrip 'als nevenactiviteit' zoals bedoeld in art. 11ter NWCK, en anders zouden rechters op dit vlak alleszins een grote terughoudendheid moeten vertonen.

Verregaander is wanneer **winkelketens** (en postorderbedrijven) door de wetgever simpelweg **verboden** zou worden **als kredietbemiddelaar op treden wanneer de verstrekking van krediet niet verbonden is met de verkoop van goederen en diensten bij diezelfde winkelketen**, -wanneer *een kredietbemiddelaar een kredietovereenkomst en een betaalinstrument aanbiedt dat kan aangewend worden buiten zijn onderneming of een kredietovereenkomst die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor de aankoop van goederen of diensten die niet door hem worden aangeboden*-. Is dit nodig? Welnu, op heden zien we alleszins in de cijfers na de Nationale Bank van België dat de door niet-bancaire instellingen verstrekte kredieten een relatief groter aantal wanbetalingen vertonen (en dit vaak kredietopeningen betreft). De regering en de wetsvoorstellen wijzen ook meermaals op dit gegeven. Hierbij mogen we dan wellicht van 'geluk' spreken dat het dan desgevallend vaak over 'kleinere bedragen' gaat, precies omdat de verbonden aankopen ook beperkt waren. Zo bijvoorbeeld wanneer het over kredietopening gaat voor dagdagelijkse aankopen in een grootwarenhuis. Dit 'geluk' zal evenwel onbestaande zijn wanneer dergelijk niet-bancaire instellingen meer en meer voor veel grotere bedragen kredieten gaan promoten en verkopen (tot 50.000 EUR en meer).

Dergelijk verbod is wat het platform DZK al enige jaren aanbeveelt. Het verstrekken van *-een kredietovereenkomst en een betaalinstrument dat kan aangewend worden buiten de onderneming van de kredietbemiddelaar of een kredietovereenkomst die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor de aankoop van goederen of diensten die niet door hem worden aangeboden-* gebeurt dan **enkel door bankinstellingen en kredietverstrekkers, en door inzake** (gespecialiseerde en opgeleide) **kredietbemiddelaars**. Dit verbod sluit voor alle duidelijkheid niet uit dat winkelketens e.d.m. nog als kredietbemiddelaar optreden. Wel (minimaal) dat ze dit dus enkel mogen doen ter financiering van de verkoop van eigen producten of diensten. Is dat niet voldoende? Deze verkopers en aanbieders van diensten mogen dan enkel voor aan hun eigen handelszaak 'gelieerde kredietovereenkomsten' bemiddelen.²⁰

Dergelijk **voorstel tot verbod** komt **niet voor in het wetsontwerp en de andere wetsvoorstellen**. Alle kredietbemiddelaars mogen alle mogelijke vormen van krediet

²⁰ Zie art. 1, 20° NWCK: (...) *de gelieerde kredietovereenkomst: een kredietovereenkomst waarbij geldt dat:*
a) *het betreffende krediet uitsluitend dient ter financiering van een overeenkomst voor de levering van een bepaald goed of de verrichting van een bepaalde dienst, en*
b) *die twee overeenkomsten objectief gezien een commerciële eenheid vormen. Een commerciële eenheid wordt geacht te bestaan indien de leverancier of de dienstenaanbieder zelf het krediet van de consument financiert of, in het geval van financiering door een derde, indien de kredietgever bij het voorbereiden of sluiten van de kredietovereenkomst gebruikmaakt van de diensten van de leverancier of dienstenaanbieder, dan wel indien bepaalde goederen of de levering van een bepaalde dienst uitdrukkelijk worden vermeld in de kredietovereenkomst;*

aanbieden (ongeacht ze (als hoofdactiviteit) goederen en (niet-financiële) diensten aanbieden en verkopen en/of als 'winkel' kunnen worden aangemerkt). Ook is er bijvoorbeeld geen voorstel om een maximumbedrag aan krediet te voorzien wanneer een winkelketen voor een krediet bemiddelt -*wanneer deze een kredietovereenkomst en een betaalinstrument aanbiedt dat kan aangewend worden buiten zijn onderneming of een kredietovereenkomst aanbiedt die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor de aankoop van goederen of diensten die niet door hem worden aangeboden*- (noch wanneer het de aankoop van een goed of dienst bij die winkel betreft). Zo ontbreken natuurlijk ook correlatief aparte regelingen op vlak van erkenning als kredietbemiddelaars, en beperkingen aan de toegelaten handelingen naargelang de categorie van kredietbemiddelaar.

Iets anders zijn de **wetsvoorstellen die winkelketens willen verbieden een bijzondere vorm van krediet, de kredietopening, aan te bieden**, die niet noodzakelijk impliceren dat het voor de winkelketen verboden is krediet aan te bieden -*wanneer hierbij en een betaalinstrument wordt aangeboden dat kan aangewend worden buiten zijn onderneming of een kredietovereenkomst die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor de aankoop van goederen of diensten die niet door hem worden aangeboden*-. Dit beoogde verbod voor winkelketens e.d.m. om kredietopeningen aan te bieden zou eventueel beperkt kunnen worden tot situaties waarin de financiering dient om bij de winkelketen zelf bepaalde goederen of diensten te verwerven, naast dan een meer algemeen verbod voor deze winkels om inzake kredieten te bemiddelen -*wanneer hierbij en een betaalinstrument wordt aangeboden dat kan aangewend worden buiten zijn onderneming of een kredietovereenkomst die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor de aankoop van goederen of diensten die niet door hem worden aangeboden*-. Dan kunnen winkelketens bijvoorbeeld ook geen leningen op afbetalingen aanbieden wanneer deze niet verbonden zijn met de aankoop of verwerving van eigen goederen of diensten. Deze wetsvoorstellen zouden op dit punt dus uitgebreid kunnen worden.

Aanbevelingen

In dit kader wijzen we verder op het nieuwe artikel 11, §4, tweede lid NWCK en art. 15, eerste lid NWCK.

- **Artikel 11, §4, tweede lid NWCK** bepaalt dat in bepaalde gevallen wanneer kredietvers/kredietbemiddelaars kredietopeningen aanbieden, op een verkooppunt buiten de onderneming van kredietgever of op afstand, zij ook (precieze) informatie dienen te verschaffen over de voor- en nadelen van deze vorm van krediet, in vergelijking met name met een (minder dure) lening op afbetaling "indien zij deze aanbieden".²¹ Betekent dit nu dat een bedrijf, een kredietgever/kredietbemiddelaar dat alleen (dure) kredietopeningen aanbiedt, enkel moet spreken over kredietopeningen, en dat alzo een gepaste bijstand inzake de (algemene) keuze voor de meest passende vorm van krediet kan omzeild worden? Daar lijkt het op eerste zicht op, tenzij men (terecht) aanneemt

²¹ Zie art. 11, §4, tweede lid: "(...) Indien een kredietopening wordt aangeboden op een verkooppunt buiten de onderneming van de kredietgever of op afstand wordt een passende toelichting verstrekt door de kredietbemiddelaar met betrekking tot de voor- en nadelen tussen deze kredietsoort en de verkoop- of lening op afbetaling aangegaan voor hetzelfde kredietbedrag, indien deze kredietsoorten worden aangeboden door de kredietgever of de kredietbemiddelaar. Deze toelichting heeft onder meer betrekking op de aflossing van het kapitaal, de aanrekening van interesten, de maximale jaarlijkse kostenpercentages, de nulstellingstermijn en de eisbaarheid van het verschuldigd saldo in geval van eenzijdige opzegging bedoeld in artikel 33ter, § 1, tweede lid."

dat art. 11, §4, eerste lid NWCK impliceert dat men als kredietgever/kredietbemiddelaar altijd over de meest gepaste vorm van krediet dient te spreken (in het algemeen, ook als men als kredietgever/kredietbemiddelaar niet alle alternatieve (veel voorkomende) vorm van kredieten aanbiedt). Hierbij merken we dan op dat dergelijke uitsluiting of beperking van de bijstandsplicht van de kredietgever/kredietbemiddelaar niet in de Europese richtlijn is voorzien. In art. 5.6 van de richtlijn lezen we: *“De lidstaten zien erop toe dat de kredietgevers en, in voorkomend geval, de kredietbemiddelaars de consument een passende toelichting verstrekken om hem in staat te stellen te beoordelen of de voorgestelde kredietovereenkomst aan zijn behoeften en financiële situatie beantwoordt, zo nodig door de ingevolge lid 1 te verstrekken precontractuele informatie, de voornaamste kenmerken van de voorgestelde producten en de specifieke gevolgen hiervan voor de consument toe te lichten, met inbegrip van de gevolgen indien de consument niet betaalt. De lidstaten kunnen de wijze waarop en de mate waarin dergelijke bijstand wordt verleend, alsmede de identiteit van degene door wie de bijstand wordt verleend, aanpassen aan de specifieke omstandigheden waarin de overeenkomst wordt aangeboden, de persoon aan wie zij wordt aangeboden, en het soort krediet dat wordt aangeboden.”* Het is dus duidelijk: de richtlijn verplicht de Europese lidstaten zeker niet deze bijstandsplicht te beperken tot informatie over *“kredieten die ze aanbieden”*. Voor alle duidelijkheid zou deze beperking dan ook best worden opgeheven of zou er expliciet bepaald kunnen worden dat altijd (een algemeen) advies door kredietgever/kredietbemiddelaar moet geleverd worden over de meest passende vorm van krediet (en dat dit meer specifiek moet zijn (met cijfers) wanneer de kredietgever/kredietbemiddelaar zelf alternatieve kredietvormen aanbiedt).

- Eenzelfde redenering gaat op voor het nieuwe **artikel 15, eerste lid NWCK**. Hier is sprake van verplichting voor de kredietgever/kredietbemiddelaar *“om voor de kredietovereenkomsten die zij gewoonlijk aanbieden of waarvoor zij gewoonlijk bemiddelen, het krediet te zoeken dat qua soort en bedrag het best is aangepast, rekening houdend met de financiële toestand van de consument op het ogenblik van het sluiten van de kredietovereenkomst en met het doel van het krediet.”* Betekent dit nu dat kredietbemiddelaars, die enkel inzake kredietopeningen *“gewoonlijk bemiddelen”*, niet meer op zoek dienen te gaan naar het krediet dat qua soort het best is aangepast aan de behoeften van de consument? Voor alle duidelijkheid zou deze beperking dan ook best worden opgeheven of zou er expliciet bepaald kunnen worden dat altijd (een algemeen) advies door kredietgever/kredietbemiddelaar moet geleverd worden over de meest passende vorm van krediet (en dat dit meer specifiek moet zijn (met cijfers) wanneer de kredietgever/kredietbemiddelaar zelf de alternatieve kredietvormen aanbiedt).

Wat de Europese richtlijn betreft, lezen we in dit verband nog het volgende in overweging 17 van de preambule: *“Deze richtlijn regelt alleen bepaalde verplichtingen van de kredietbemiddelaars jegens de consumenten. Daarom moet het de lidstaten vrijstaan bijkomende verplichtingen voor kredietbemiddelaars te handhaven of in te voeren, inclusief de voorwaarden waaronder een kredietbemiddelaar een vergoeding mag krijgen vanwege een consument die een beroep heeft gedaan op zijn diensten.”* De richtlijn lijkt dan verder geen specifieke bepalingen te bevatten die uitsluiten dat de Belgische wetgever een (verantwoord)

onderscheid zou invoeren tussen categorieën van kredietbemiddelaars, en sommigen van deze kredietbemiddelaars te verbieden voor bepaalde vormen van krediet op te treden als kredietbemiddelaar. **Een verbod van bepaalde kredietbemiddeling voor bepaalde kredietbemiddelaars lijkt zo niet noodzakelijk in strijd met de Europese richtlijn** en haar (beperkte) wensen inzake maximale harmonisatie.

3.6. Réglementer le statut des intermédiaires de crédit

Étant donné le rôle joué par les intermédiaires de crédit et les taux de défaillance inquiétants constatés chez certains, la plate-forme estime qu'il est urgent de réglementer le statut de tous les intermédiaires de crédit (courtiers, vendeurs, grandes surfaces qui proposent des crédits) afin de veiller à ce qu'ils agissent également de manière responsable dans l'octroi du crédit et afin que leur responsabilité puisse encore être mise en cause si ce n'est pas le cas.

L'agrément des prêteurs, l'inscription des intermédiaires et le contrôle prudentiel y relatif sera confié à la CBFA. À cet effet, une réglementation adaptée devra encore être effectuée.

Comme nous l'avons déjà noté plus haut, nous regrettons que l'agrément des prêteurs, l'inscription des intermédiaires et le contrôle prudentiel soit confié à la CBFA.

En effet, nous pensons que le SPF économie joue actuellement un rôle préventif important lorsqu'il examine et revoit dans le cadre de l'agrément et de l'inscription des professionnels le contenu des contrats qui seront diffusés sur le marché et proposés au consommateur.

3.7. Contrôler le respect de la législation au niveau fédéral

Voyez nos recommandations 2007, page 29

Le SPF Economie joue un rôle essentiel dans le contrôle du respect de la législation et dispose de larges pouvoirs. C'est l'administration qui

- octroie l'autorisation d'exercer aux prêteurs et aux intermédiaires de crédit,
- recherche et constate les infractions à la loi (pour cela l'administration peut notamment saisir des documents, dresser des PV, etc),
- sanctionne les manquements constatés (par le biais d'un avertissement, d'amendes administratives ou du retrait de l'autorisation d'exercer).

Outre, les contrôles effectués systématiquement ou sur base de plaintes, le SPF mène aussi des enquêtes générales.

Ainsi, en 2006, la Direction générale Contrôle et Médiation a traité 367 plaintes. Deux banques ont fait l'objet d'un contrôle approfondi. Plusieurs fournisseurs de crédits importants spécialisés dans le crédit à la consommation ont été contrôlés et

plusieurs PV ont été dressés pour des infractions à la loi sur le crédit à la consommation.

En outre, plusieurs enquêtes générales ont été menées, dont une sur la publicité.

Nous déplorons qu'aucune de ces enquêtes ne soit publiée²². A l'heure actuelle, ni les types d'infractions relevées par l'Administration, ni les noms des contrevenants ne sont connus.

La plateforme plaide pour davantage de **transparence** concernant cette **activité de contrôle** et davantage de **publicité** - au sens large du terme - des résultats des enquêtes menées par le Service Public Fédéral de l'Economie.

Recommandation

Afin de renforcer le respect de la législation, la plateforme propose que les résultats des contrôles et les sanctions prises par l'administration soient publiés annuellement sur le site du SPF Economie à l'instar des avis du Service Médiation Banque Placement ou d'autres ombudsman (télécom, assurances) qui sont publiés.

3.8. La prévention du surendettement et l'éducation financière

A l'heure où l'on parle plus que jamais de prévention et d'éducation financière, force est de constater que très peu de moyens financiers sont mis en œuvre pour soutenir les nombreuses initiatives émanant d'associations de terrain.

Par ailleurs, nous estimons qu'il est urgent d'entamer une réflexion de fond sur les garanties de qualité et d'objectivité que doivent remplir les programmes et outils d'éducation financière.

En effet, Febelfin, a annoncé²³ avoir pris des contacts avec l'enseignement francophone et néerlandophone pour prévoir dès cette année une « formation socio-économique ». Cette initiative fait suite à une enquête dont il ressort une méconnaissance des citoyens en matière de produits bancaires et d'assurances.

Dans le même temps, on apprend que la banque KBC a l'intention de lancer des supports pédagogiques destinés aux élèves du troisième degré de l'enseignement primaire et du premier degré de l'enseignement secondaire.

A partir de cette enquête commanditée par Febelfin, le secteur semble prendre conscience que les consommateurs ont des difficultés à comprendre les produits financiers.

Face à ce constat, Febelfin a trouvé la solution : éduquer le consommateur belge, très mal formé en la matière.

²² L'Annuaire juridique du crédit ne contient que des données de type statistiques : le nombre de plaintes et de PV rédigés, les thèmes des enquêtes, etc ...

²³ Communiqué de presse de Febelfin du 1er mars 2010

Si nous partageons le constat selon lequel une éducation financière du consommateur est importante et doit être mise en place urgemment, Febelfin semble cependant oublier la responsabilité du secteur dans la difficulté qu'ont les consommateurs à comprendre les produits financiers.

Par ailleurs, nous pensons que pour garantir cette nécessité d'objectivité, l'éducation financière doit être dispensée par des organismes indépendants des intérêts marchands. Et être laissées aux pouvoirs publics et aux associations qui luttent quotidiennement contre le surendettement ou en faveur de l'inclusion financière

4. Analyse succincte des différentes propositions de loi.

4.1. Proposition de loi (Katrien Partyka, Mia De Schamphelaere, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Joseph George) modifiant la législation sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire en ce qui concerne la publicité, n° 793/1 à 3

Cette proposition :

1. vise à interdire de manière claire les publicités incitant au surendettement en supprimant le terme abusivement des alinéa 2 et 3 de l'article 6 de la LCC
2. vise à régler de la même manière les publicités relative aux crédits à la consommation et aux crédits hypothécaires.

Bonne proposition soutenue par la plate-forme (voyez nos recommandations 2007 page 12).

4.2. Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Katrin Jadin, David Clarinval, Olivier Hamal) modifiant l'article 85 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 328/1 à 3

Cette proposition vise à permettre au juge de prononcer une sanction civile dans tous les cas de publicités illégales.

Bonne proposition soutenue par la plate-forme JSC (voyez nos recommandations 2007 page 12).

Toutefois, il est regrettable que l'amendement du 27 janvier 2009 réduise les cas dans lesquels le juge peut prononcer une sanction civile aux deux premiers tirets de l'article 6 et que cela soit lié à l'apport de preuve.

4.3. Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Yvan Mayeur, Colette Burgeon) modifiant la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers afin de mesurer l'endettement réel des consommateurs, n° 1847/1

Proposition visant à ce que la Centrale des Crédits aux Particuliers mesure la charge réelle des dettes. Pour ce faire, cette Centrale pourrait collecter, au moins une fois par an, en plus des informations disponibles à l'heure actuelle, les encours réels des crédits enregistrés

Bonne proposition conforme aux recommandations de la plate-forme (voyez nos recommandations 2008 page 12)

4.4. Proposition de loi (Linda Musin, Karine Lalieux, Colette Burgeon) complétant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de renforcer le contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit, n° 860/1.

Proposition visant à mettre à la disposition du public une liste à jour et aisément consultable des prêteurs et intermédiaires de crédit afin de permettre.

Bonne proposition conforme aux revendications de la plate-forme (voyez nos recommandations 2007 page 18)

4.5. Proposition de résolution (Brigitte Wiaux, David Lavaux, Marie-Martine Schyns, Isabelle Tasiaux-De Neys,) visant à instaurer un formulaire standardisé pour les demandes de crédit afin de lutter contre le risque de défaillance des emprunteurs, n° 1986/1 à 4

Proposition visant à s'assurer du respect dans la pratique du devoir de vérification et de conseil des prêteurs et intermédiaires de crédit en demandant au gouvernement d'instaurer un formulaire standardisé qui permettra d'estimer raisonnablement que le consommateur sera à même de respecter les obligations découlant du contrat et limitera ainsi le nombre de contrats défaillants.

Bonne proposition conforme aux recommandations de la plate-forme (voyez nos recommandations 2008 page 28)

4.6. Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Alain Mathot) visant à fixer un délai de zérotage pour les ouvertures de crédit, n° 1779/1.

Elle fixe ce délai de zérotage à 1 an pour tous les crédits jusqu'à 5.000 euros et à 5 ans pour tous les crédits supérieurs à 5.000 euros.

Bonne proposition partiellement conforme aux recommandations de la plate-forme.

Améliorations souhaitées :

- Le consommateur devrait pouvoir continuer à bénéficier de la possibilité de rembourser en mensualités jusqu'à apurement de la dette lorsqu'il doit remettre son ouverture de crédit à zéro (position reprise par le Conseil de la consommation).
- Cette obligation de zérotage doit être clairement annoncée au consommateur - emprunteur dès le début du contrat et que l'échéance doit être rappelée dans tous les relevés mensuels intermédiaires pour éviter que le consommateur ne soit

pris par surprise (position reprise dans le récent avis du Conseil de la consommation).

4.7. Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation pour ce qui concerne la publicité personnalisée pour le crédit, n° 2146/1

Proposition visant à soumettre la publicité personnalisée non sollicitée pour le crédit à l'autorisation du consommateur, et ce, quelle que soit la technique de communication utilisée.

La question des publicités directement envoyées aux consommateurs n'a pas encore été étudiée par la Plateforme qui soutient néanmoins cette proposition

4.8. Proposition de loi (Hans Bonte, Cathy Plasman) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne les prêteurs et les intermédiaires de crédit autres que les établissements de crédit, n° 2403/1

Proposition visant à interdire que des prêteurs et intermédiaires de crédit qui ne sont pas des établissements de crédit, puissent consentir des ouvertures de crédit ou contribuer à la conclusion de celles-ci.

La plate-forme n'est pas partisane d'une interdiction pure et simple.

Par contre, nos recommandations visant à former les intermédiaires de crédit, à imposer un espace dédié au crédit, à interdire les crédits qui ne sont pas liés à un achat rencontrent les préoccupations de l'auteur.

4.9. Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne le crédit permanent, n° 582/1

Proposition visant à interdire le «crédit *revolving*» ou «crédit permanent».

La plateforme n'est pas partisane d'une interdiction pure et simple du crédit revolving.

Les recommandations relatives au délai de zéro tage répondent aux préoccupations de l'auteur concernant l'endettement permanent.

4.10. Proposition de loi (Alain Mathot, Colette Burgeon, Karine Lalieux) rétablissant l'article 61 de la loi du 12 juin 1991 relative au

crédit à la consommation et concernant les taux annuels effectifs globaux, n° 1940/1

L'objet de la proposition est de modifier les taux annuels effectifs globaux maxima pour les ouvertures de crédit, en établissant un taux maximum unique de 10,00%, et ce quel que soit le montant

La plateforme ne s'est pas encore positionnée sur cette question.

4.11. Proposition de loi (Josy Arens) visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement, n° 1726/1

Nous sommes favorables à cette proposition conforme aux recommandations 2007 de la plate-forme en ce qu'elle vise à :

1. Informer le consommateur des risques liés au crédit (voyez la proposition similaire dans le projet de loi à l'article 5 de la LCC : mention dans la publicité "Attention, emprunter de l'argent coûte aussi de l'argent.") ou au regroupement de crédit
2. Interdire les publicités qui incitent au surendettement

Nous ne soutenons pas cette proposition en ce qu'elle.

3. Vise à interdire l'octroi de crédit dans les grandes surfaces ou magasin

4.12. Proposition de loi modifiant la législation relative aux crédits à la consommation, 4 novembre 2008, Chambre, DOC. 52 1538/001, Mme M. Almaci et consorts, article 4, Ecolo-Groen.

Nous sommes favorables à cette proposition conforme aux recommandations 2007 de la plate-forme en ce qu'elle vise à :

1. soumettre tous les contrats d'ouverture de crédit à l'obligation légale de zérotage et fixe ce délai de zérotage à 1 an pour les crédits jusqu'à 5.000 euros et à 5 ans pour tous les crédits supérieurs à 5.000 euros (article 8 de la proposition)
2. interdire les découverts en compte bancaire ne soit autorisé que si le consommateur en a fait la demande expresse (article 13)

Nous sommes partiellement favorables à cette proposition conforme aux recommandations 2007 de la plate-forme en ce qu'elle vise à

3. Avertir le consommateur par la mention du délai de zérotage dans le contrat (art.5 de la proposition)

Bien que cette proposition soit conforme à nos recommandations 2007, il faut noter toutefois que les mentions du contrat font l'objet d'une harmonisation totale. Il nous

semble dès lors que cette proposition n'est malheureusement pas conforme avec la directive européenne

4. Traduire le TAEG en pourcentage mensuel + décomptes mensuels complets + valeurs monétaires (art.9 et 10).

Il faut noter que cette proposition est conforme à nos recommandations 2007 (page 22) mais que les mentions du contrat et du relevé mensuel faisant l'objet d'une harmonisation totale, il nous semble que cette proposition n'est malheureusement pas conforme avec la directive européenne

5. Améliorer le devoir de conseil et d'information par le biais d'un guichet mis en place par le prêteur (article 4 de la proposition).

Nous plaidons plutôt pour un espace dédié au crédit (voyez nos recommandations 2009 page 11)

La plateforme ne s'est pas encore positionnée sur :

6. La question du plafonnement du TAEG (art. 7)

Pour le reste

7. Les articles 2 (concernant le champ d'application), 3 (concernant les informations de base à inclure dans la publicité), 6 (concernant le délai de réflexion de 15 jours) de la proposition appliquent les dispositions d'harmonisation totale de la directive

4.13. Proposition reprise le 6 février 2009, Chambre, DOC 52 1801/001, Mmes Lalieux et Burgeon et Mr Mathot, PS:

Nous sommes favorables à cette proposition conforme aux recommandations de la plate-forme en ce qu'elle

1. vise à clarifier la loi en ce qui concerne les publicités incitant au surendettement
2. vise à imposer aux prêteurs, aux intermédiaires de crédit et à leur personnel une formation qui leur permette d'assumer efficacement leur obligation d'information et leur devoir de conseil
3. vise à publier la liste des prêteurs et intermédiaires de crédit
4. renforce les sanctions pénales contre les auteurs de publicités pour le crédit qui sont illégales

Nous sommes partiellement favorables à cette proposition en ce qu'

5. Elle traduit le TAEG en pourcentage mensuel + décomptes mensuels complets + valeurs monétaires.

Voyez nos commentaires ci-dessus au 4.12

6. Elle inclut le coût de toute assurance dans le TAEG.

Voyez nos propositions ci-dessus au 3.4.

Nous ne sommes pas favorables à cette proposition en ce qu'elle

7. Vise à interdire au prêteur ou à l'intermédiaire de proposer un crédit sur le lieu d'achat

La plateforme n'est pas partisane d'une interdiction pure et simple. Par contre, nos recommandations visant à protéger et renforcer le devoir de conseil et d'information, de former les intermédiaires de crédit, à imposer un espace dédié au crédit, à interdire les crédits qui ne sont pas liés à un achat rencontrent les préoccupations de l'auteur.

*Equipes Populaires – Centre d'Appui Médiation de dettes – CRIOC-OIVO – Dignitas –
Groupe Action Surendettement – Centre de Référence du Hainaut – Groupe Prévention
Surendettement – Centre de Référence de Liège – Réseau Financement Alternatif – Centre
de Référence de Namur – Fédé Plus – CSC/ACV – FGTB/ABVV – Réseau belge de lutte
contre la pauvreté – Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté – Réseau wallon de lutte
contre la pauvreté – Verbruikersatellie – Vlaams Centrum Schuldbemiddeling – Beweging
van mensen met laag inkomen en kinderen – Vlaams netwerk van verenigingen waar armen
het woord nemen*